

RESUME : En RDC, le retrait du M23 à quelques km seulement de Goma n'a en rien amélioré la situation sécuritaire dans la capitale du Nord Kivu et aux environs. Une nouvelle attaque commise par des bandits armés a eu lieu au camp Mugunga ([RDC_4](#)), tandis que des échanges de tirs, des meurtres de policiers et des pillages ont eu lieu à Goma, à Sake et à Kiwanja ([RDC_5](#)). En outre, un convoi de fonds de la BIAC a été attaqué par des inconnus armés qui auraient acheminé leur butin au Rwanda et qui auraient cependant été arrêtés, et du matériel électoral de la CENI a été pillé près de Goma ([RDC_10](#)). Le gouverneur du Nord Kivu a accusé le M23 d'entretenir la psychose et a appelé la population de Goma à ne pas fuir, des habitants quittant en grand nombre la ville suite aux braquages et attaques à main armée ([RDC_7](#)). Par ailleurs, des informations confirment la présence de soldats rwandais au nord de Goma, mais la MONUSCO ne peut ni les infirmer ni les confirmer ([RDC_6](#)). À ce propos, le président américain s'est entretenu avec le président rwandais : il lui a demandé de mettre fin au soutien au M23 tout en évoquant avec lui la question de la gouvernance en RDC et la promotion d'une solution pacifique dans ce pays, une initiative qui a été saluée par le ministre belge des Affaires étrangères ([RWA_3](#)). Pendant ce temps, les négociations se poursuivent et s'enlisent à Kampala. Une séance plénière a été reportée sans que l'on puisse parler de blocage selon le chef des experts, l'abbé Malu-Malu, qui avait présidé aux accords avec le CNDP de 2009 ([RDC_17](#)). Seuls, un ordre du jour et un règlement d'ordre intérieur de la conférence ont été adoptés jusqu'ici ([RDC_21](#)) ([RDC_22](#)). Le M23 réclame un cessez-le-feu et accuse les autorités de la RDC de faire traîner les négociations pour préparer une offensive militaire ([RDC_23](#)). De leur côté, des acteurs des sociétés civiles des deux Kivu et de la Province Orientale ont clôturé leur rencontre à Entebbe qui a mis l'accent sur un dialogue interne et proposé des résolutions en matière politique, économique, sociale, culturelle, régionale et internationale, et pas seulement sur un règlement de la question du M23 ([RDC_15](#)).

À Kinshasa, le président Kabila a appelé, dans un message sur l'état de la nation au Parlement, à un sursaut national et mis la priorité sur la défense du pays face à une agression extérieure et une menace de balkanisation de la RDC. Il a reçu le soutien de la majorité présidentielle, de la nouvelle société civile, de l'ancien secrétaire général du MLC et président du parti ADR, François Mwamba, l'opposition parlementaire estimant que la cohésion nationale ne pouvant être réalisée sans certains préalables ([RDC_16](#)) ([RDC_19](#)). Quant à l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, il estime que Kampala n'est ni le lieu ni le cadre approprié, la crise l'est n'étant que le prolongement de la crise au sommet de

l'Etat ([RDC_23_1](#)).

En ce qui concerne la priorité mise sur la défense, le porte-parole du gouvernement s'est félicité de la réussite de l'opération d'enrôlement de nouveaux jeunes dans l'armée, une armée dont le porte-parole au Nord Kivu, le lieutenant-colonel Hamuli, a été arrêté pour « manquement grave » et armée qui est considérée par beaucoup d'observateurs comme trop composite, indisciplinée, corrompue et maquée par l'ethnisme ([RDC_1](#)) ([RDC_2](#)). On apprend ainsi que cette armée a perpétré plus de 120 viols lors de sa fuite devant le M23, une enquête étant diligentée à ce sujet par la MONUSCO et la justice militaire ([RDC_26](#)).

Toujours du côté congolais et du dossier M23, l'ambassade de la RDC à Bruxelles appelle la Belgique à prendre des sanctions contre le Rwanda et l'Ouganda, à collaborer à la réforme du secteur de la sécurité et à participer à la « force internationale neutre » ([RDC_29](#)), une force qui continue à susciter des doutes et du scepticisme ([RDC_28](#)).

Du côté de l'ONU, le chef des opérations de maintien de la paix s'est déclaré prêt à envoyer des renforts si besoin en était ([RDC_9](#)), tandis que le Secrétaire général manifeste son accord pour une nouvelle revue stratégique du mandat de la MONUSCO tout en plaidant pour une armée congolaise « améliorée » et la fin des interventions extérieures du Rwanda et de l'Ouganda ([RDC_30](#)).

Toujours sur le plan de la sécurité, on notera qu'une centaine de combattants Maï-Maï du « Général » Lafontaine et d'un autre colonel déserteur se sont rendu aux FARDC dans la région de Lubero ([RDC_3](#)). Au Sud Kivu, le trafic routier a repris entre Uvira et Bukavu après un blocage provoqué par des jeunes qui entendaient faire libérer des membres de leur communauté arrêtés pour incitation à la haine ethnique ([RDC_8](#)). Par ailleurs, on relèvera que les FARDC sont accusées de rançonner les populations dans les territoires de Kabare et de Mwenga ([RDC_11](#)). En Province Orientale, les mêmes FARDC ont été attaquées par un colonel déserteur dans l'Ituri ([RDC_12](#)), tandis que, dans le territoire de Watsa, des policiers et des militaires se sont affrontés dans le contexte d'un dossier portant sur un accident de circulation ([RDC_12_1](#)). Enfin, au Kasai Oriental, de sanglants affrontements ont eu lieu entre deux communautés dans le territoire de Miabi ([RDC_13](#)), tandis que des hommes armés non identifiés ont attaqué pour la troisième fois l'aéroport de Lubumbashi ([RDC_13_1](#)).

Dans le domaine politique, le Sénat a adopté à l'unanimité une loi sur l'installation des nouvelles provinces, une installation qui prendra cinq ans ([RDC_14](#)). Du côté de l'Assemblée nationale, son président s'est félicité de ce

que le gros des matières à l'ordre du jour a pu être traité : l'opposition a estimé insuffisant le contrôle de l'action du gouvernement ([RDC_18](#)). En province, une motion de défiance a été votée contre le gouverneur ce qui a entraîné des violences de la part de ses partisans : le gouvernement provincial conteste cette motion tandis que le Sénat interpelle le ministre de l'Intérieur sur les désordres institutionnels récurrents dans cette province. Le ministre a promis l'envoi d'une commission d'enquête sur cette affaire ([RDC_20](#)).

Dans le domaine de la justice, le cinéaste Thierry Michel a adressé au gouvernement congolais une série de documents attestant de l'identité du témoin ayant affirmé avoir assisté à la mort du militant Chebeya ([RDC_24](#)). Par ailleurs, à la CPI, le chef de milice Mathieu Ngudjolo a été acquitté au vu de preuves insuffisantes présentées par l'accusation ([RDC_25](#)).

Dans le domaine économique, le ministre des Mines estime disproportionnée la mesure du FMI visant à suspendre les prêts pour cause de non-publication de certains contrats miniers ([RDC_27](#)), tandis que le patronat congolais se plaint de la « dégradation brutale » du climat des affaires en RDC ([RDC_27_1](#)).

Pour ce qui regarde le Rwanda, on signalera que la France n'extradera pas à Kigali un ancien ministre de 1994 accusé de génocide et ce pour des questions de fond et de forme ([RWA_1](#)) et que le TPIR a rendu son dernier jugement en infligeant une peine de 35 ans de prison à un ancien ministre rwandais du Plan pour incitation à tuer des Tutsi ([RWA_2](#)).